

20 novembre : journée du souvenir trans, Solidaires appelle à rejoindre les différents événements du TDoR!

Le 20 novembre, la communauté trans commémore ses adelphe·s assassiné·es et suicidé·es, à l'occasion de la journée du souvenir trans, déclinaison française du Trans Day of Remembrance (TDoR). Cette journée, initiée en 1999 en hommage à Rita Hester, femme trans assassinée, est une occasion de rappeler l'urgence de protéger les personnes trans et de construire des ripostes collectives face aux violences systémiques qu'elles subissent. L'Union Syndicale Solidaires appelle les personnes trans et leurs allié·es à rejoindre les mobilisations organisées partout en France.

La transphobie tue et discrimine de manière systémique. Pour la seule année 2025, près de 250 décès liés à la transphobie ont déjà été recensés à travers le monde. Cette violence physique se double d'une violence institutionnelle et sociale quotidienne.

En France, les agressions anti-LGBT+ ont augmenté de 5% en 2024, et 85% des personnes transgenres signalent avoir subi un acte transphobe au cours de leur vie (Rapport 2025 SOS Homophobie).

La transphobie ne se limite pas aux agressions physiques ; elle prend la forme d'exclusions de l'emploi, du logement, de l'école et de la santé. Les difficultés persistantes pour obtenir un changement d'état civil simple et la pathologisation de la transition sont des violences d'État.

Contre la transphobie, l'Union syndicale Solidaires revendique :

- Le respect du prénom et des pronoms d'usage partout, dans les entreprises comme dans les administrations.
- La possibilité de changement d'état civil libre et gratuit par simple déclaration devant un officier d'état civil en mairie, sans intervention des pouvoirs médicaux et judiciaires.
- Une transition dépsychiatisée, libre et gratuite.
- Le remboursement à 100 % des frais médicaux de transition sans condition, y compris à l'étranger lorsqu'elles ne peuvent pas être réalisées en France.
- Une réelle formation des travailleurs·es de l'éducation, de la santé et des collectivités territoriales à l'accueil des personnes trans.
- Des financements à la hauteur des besoins des associations trans et un respect des libertés associatives de plus en plus souvent attaquées.
- Le droit d'asile automatique pour toutes les personnes LGBTQI+.

Lutter contre la transphobie, c'est lutter pour une société plus juste, plus inclusive et plus solidaire.

Paris, le 19 novembre 2025